

**Dix-huitième session**

La Haye, 2-7 décembre 2019

**Élection des membres du
Comité du budget et des finances****Note du Secrétariat**

1. Le 26 février 2019, le Bureau de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances se tiendrait dans le cadre de sa 18^e session à La Haye (Pays-Bas) du 2 au 7 décembre 2019. La période de présentation des candidatures aux six sièges a couru du 3 juin au 25 août 2019 (heure d'Europe centrale)¹.
2. Le Comité du budget et des finances a été établi par la résolution ICC-ASP/1/Res.4 de l'Assemblée le 3 septembre 2002. Son mandat est défini à l'annexe de cet instrument, dont le paragraphe 2 a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.5 adoptée par l'Assemblée le 12 septembre 2003.
3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité a été établie par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5 dont le paragraphe 15 a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Conformément au paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, chaque nomination doit préciser de quelle manière le candidat remplit les conditions énoncées au paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire peut être considéré comme un expert d'un État partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.
4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, telle qu'elle a été fixée au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, s'établit comme suit :
 - a) Groupe des États d'Afrique : deux sièges ;
 - b) Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
 - c) Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges ;
 - d) Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges ;
 - e) Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États : quatre sièges.
5. Les six membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2017 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux suivants :
 - a) États d'Afrique, un siège ;
 - b) États d'Europe orientale, un siège ;
 - c) États d'Amérique latine et des Caraïbes : un siège ;
 - d) États d'Europe occidentale et autres États : trois sièges.

¹ Note verbale ICC-ASP/18/SP/06.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

« 7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin ».

7. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

8. En application du paragraphe 12 de la même résolution, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

9. À l'expiration de la période de présentation des candidatures, c'est-à-dire, le 25 août 2019, six candidatures avaient été reçues.

10. Sur les six candidatures reçues, une avait été présentée par le Groupe des États d'Afrique ; une par le Groupe des États d'Europe orientale ; une par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et trois par le Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États.

11. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, une liste des candidats présentés et des documents les concernant, établie dans l'ordre alphabétique anglais, est jointe à la présente note.

Annexe

Liste alphabétique des candidats (avec énoncé des qualifications)

Table des matières

	<i>Nom</i>	<i>État dont le candidat est ressortissant</i>	<i>Page</i>
1.	Fernandez-Opazo, Carolina Maria	Mexique	3
2.	Lee, Urmet	Estonie	5
3.	Mattiya, Loudon Overson	Malawi	8
4.	McDonnell, Daniel	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	12
5.	Stein, Klaus	Allemagne	14
6.	Veneau, Richard	France	16

1. Fernandez-Opazo, Carolina Maria (Mexique)

[Original : anglais et espagnol]

Note verbale

L'Ambassade du Mexique présente ses compliments au Président de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, S.E. M. O-Gon Kwon, et à l'honneur de se référer à la note ICC-ASP/18/SP/06, en date du 18 avril 2019, relative aux résolutions et aux procédures qui s'appliquent à la présentation des candidats au Comité du budget et des finances de l'Assemblée, en vue des élections qui se tiendront à la dix-huitième session de l'Assemblée (2-7 décembre 2019).

L'Ambassade du Mexique souhaite à cet égard exprimer l'intérêt que le Gouvernement des États-Unis du Mexique porte à la présentation de la candidature de Mme Carolina Maria Fernandez-Opazo, en vue de sa réélection au Comité du budget et des finances. Pour plus de détails, prière de se reporter au curriculum vitae de Mme Fernandez-Opazo joint au présent document.

Mme Fernandez-Opazo est diplomate au Ministère des affaires étrangères. Le dernier poste qu'elle a occupé en sa qualité de coordinatrice des questions financières, à la Direction générale de l'Organisation des Nations Unies, témoigne de ses connaissances et de ses compétences approfondies dans le domaine des procédures et du fonctionnement des organisations internationales dans lesquelles siège le Mexique.

Mme Fernandez-Opazo remplit parfaitement les exigences énoncées au paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 (telle qu'amendée), relative à la création du Comité du budget et des finances, en étant ressortissante d'un pays (Mexique) dont la région serait sous-représentée si aucun de ses ressortissants n'était élu. En plus de maîtriser les compétences indiquées au paragraphe précédent, Mme Fernandez-Opazo remplit parfaitement l'exigence d'être une experte financière éminente et reconnue à l'échelle internationale. Elle a également présidé le Comité du budget et des finances, et y siège actuellement, jusqu'à l'expiration de son mandat prévue le 20 avril 2020.

Exposé des qualifications

Informations personnelles

Mme Carolina Maria Fernandez Opazo (de nationalité mexicaine) est née à Kingston (Jamaïque) en décembre 1972.

Elle est mariée et mère de deux enfants.

Éducation

Mme Fernandez est titulaire d'une licence en relations internationales à l'Universidad de las Américas de Puebla (Mexique).

Elle a également étudié l'administration dans cette université, ainsi que l'économie, à l'Universidad Católica Boliviana de La Paz (Bolivie).

Expérience professionnelle

Mme Fernandez a occupé différents postes relatifs aux relations multilatérales au Ministère des affaires étrangères :

- Coordinatrice des questions financières à la Direction des Nations Unies de mai 2018 à mai 2019.
- Directrice des questions financières à la Direction des Nations Unies de novembre 2007 à mai 2018.

- Directrice adjointe pour les questions administratives et budgétaires à la Direction des Nations Unies de novembre 2000 à octobre 2007.
- Conseillère auprès du directeur général du Système des Nations Unies de janvier à octobre 2000.
- Analyste chargée des candidatures et des affaires politiques à la Direction des Nations Unies d'avril à décembre 1999.

Principales activités

- Experte au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (d'avril 2007 à ce jour). Elle exerce les fonctions de présidente du Comité depuis 2014.
- Experte au Comité financier de la Cour permanente d'arbitrage. Elle a présidé le Comité en 2015, 2018 et 2019.
- Experte au Comité pour les questions administratives et budgétaires, à l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (OPANAL), de 2016 à 2019. Elle préside actuellement le Comité.
- Membre des négociations relatives au budget ordinaire, au barème des quotes-parts et aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies de 2003 à ce jour.
- Membre de la délégation du Mexique participant à la première Conférence des États Parties au Traité sur le commerce des armes (août 2015).
- Secrétaire technique pour l'évaluation de la représentation du Mexique dans les organisations internationales (décembre 2006 – mai 2007).
- Négociatrice principale de la délégation du Mexique au processus de fixation du barème des quotes-parts à l'Assemblée générale des Nations Unies pour la période 2007-2009 (mars – décembre 2006).
- Chef d'équipe du Groupe spécial du Ministère mexicain des affaires étrangères pour la gestion des barèmes des quotes-parts des organisations internationales (janvier 2006).
- Diplomate chargée de la candidature du Mexique au Conseil économique et social des Nations Unies (octobre 2001 – décembre 2002)
- Diplomate chargée de la candidature du Mexique au Conseil économique et social des Nations Unies (décembre 2000 – octobre 2001)

Participation à des congrès

- Colloque « Building the Financial System of the 21st Century: An Agenda for Latin America and the United States », Harvard Law School, en novembre 2014.
- Congrès national des jeunes sur la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance, en qualité d'organisatrice, en juin 2001.
- Atelier régional sur la coopération judiciaire dans les affaires pénales relatives à la drogue et au crime organisé, en qualité d'organisatrice, en juin 2000.
- Congrès national des jeunes sur l'Assemblée du Millénaire, en qualité d'organisatrice, en mai 2000.
- Réunion régionale de haut niveau « Towards a More Stable and Predictable Financial International System and its Social Link », en qualité d'organisatrice, en septembre 1999.

Langues

Mme Fernandez parle couramment l'espagnol et l'anglais et connaît les bases de l'italien et du français.

2. Lee, Urmet (Estonie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République d'Estonie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur d'informer que le gouvernement d'Estonie a décidé de présenter la candidature de M. Urmet Lee en vue de sa réélection au Comité du budget et des finances aux élections devant se tenir à la dix-huitième session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, du 2 au 7 décembre 2019 à La Haye.

M. Lee est membre du Comité du budget et des finances depuis novembre 2015 et il est actuellement vice-président du Comité. Veuillez trouver ci-joint son curriculum vitae.

Exposé des qualifications

Éducation

09/2011-08/2013 : Hertie School of Governance, Berlin : Maîtrise en administration publique. Sujet de mémoire : « Aperçu des organes suprêmes d'audit de l'Union européenne : efficacité de la gestion de la performance visant à une mise en œuvre de l'imputabilité dans la gouvernance fiscale ».

01/2000-05/2000 : Université de Helsinki ; étudiant invité au Département des sciences politiques.

1993-1997 : Université de Tartu : Faculté de Sciences Sociales, Département d'Administration publique. *Baccalaureus artium* en administration publique, matière secondaire : sciences politiques ; dont une année d'études à l'Université de Aarhus, Danemark (1995/1996).

1990-1993 : Études secondaires : école secondaire No 5 de Tartu (Tartu Secondary School No 5) ; Mention médaille d'argent (silver medal).

Expérience professionnelle

Fonctions en cours

10/2017 – à ce jour : Cour des comptes (Estonie) ; Directeur, responsable des services et du département de développement (20 personnes). En charge de la planification stratégique, la budgétisation, les services juridiques, du personnel, de la gestion des données, des services TIC, de la planification et mise en œuvre des projets de développement de la Cour des comptes, du soutien aux départements d'audit relatif à la méthodologie et aux normes, du recrutement d'experts externes, de la planification et exécution des activités de relations publiques et de relations extérieures de la Cour des comptes. Également expert de l'équipe de revues par les pairs de la Cour des comptes. Une revue par la Cour des comptes européenne est en cours en 2019 (membre d'une équipe incluant des experts des cours des comptes du Danemark, des Pays-Bas et des États-Unis). En 2018, membre d'une équipe de pairs en charge d'évaluer les activités de la Cour des comptes du Kazakhstan.

11/2015 – à ce jour : Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale. Élu vice-président pour les sessions de 2019 du Comité. Élu rapporteur pour les sessions de 2018 du Comité.

11/2017 – à ce jour : Membre du Comité des finances de la Commission financière de la Cour permanente d'arbitrage.

08/2015 – à ce jour : Représentant intérimaire de la Cour des comptes (Estonie) Comité de surveillance du financement des partis politiques. Principales fonctions : le

Comité est chargé de veiller à l'application des obligations financières des partis politiques estoniens. La principale tâche du Comité est de s'assurer que les partis ne collectent pas et n'utilisent pas de fonds provenant de sources illégales.

05/2018- à ce jour : Membre de comités consultatifs universitaires pour les programmes de licence et de master de l'Institut Ragnar Nurkse Institute à l'Université technologique (TalTech) en administration publique et gouvernance en matière de technologies. Fonctions de conseil auprès de l'université pour le développement des programmes de licence et de master de l'Institut.

Fonctions antérieures

01/2015-02/2019 : Membre du Conseil statistique estonien : conseil aux organismes réalisant des études statistiques officielles (Office statistique estonien, Banque d'Estonie, par exemple) sur la compilation des programmes statistiques officiels.

03/2016-10/2017: Cour des comptes (Estonie) : Directeur du développement à la tête du département de développement (11 personnes), planification et mise en œuvre des projets de développement de la Cour des comptes, soutien aux départements chargés de l'audit en matière de méthodologie et de normes, organisation du recrutement des experts externes, planification et mise en œuvre des relations publiques de la Cour des comptes et planification et mise en œuvre des relations extérieures de la Cour des comptes.

08/2014-02/2016 : Cour des comptes, Estonie : Conseiller auprès de l'auditeur général. Principales fonctions : conseil stratégique et sur des questions institutionnelles ainsi que sur des sujets relatifs à l'audit, préparation des plans d'audit de la Cour des comptes estonienne, préparation du rapport annuel de la Cour des comptes estonienne présenté au Parlement, relations internationales.

09/2006-08/2014 : Cour des comptes, Estonie : Auditeur, Département de l'audit de performance. Principales activités : planification et mise en œuvre des audits de performance dans les domaines des finances publiques et des politiques économiques, gestion des relations avec les membres du Parlement (Riigikogu) ainsi qu'avec les entités auditées et le grand public, planification du parcours professionnel des auditeurs sous ma supervision, participation à l'élaboration de la méthodologie au sein de la Cour des comptes estonienne et mise en place de programmes de formation internes.

Exemples des rapports d'audits rédigés sous la supervision du candidat :

- 2014 : « Impact des mesures de soutien à l'innovation sur la compétitivité des entreprises » ;
- 2011 : « Organisation de l'évaluation de l'impact des actes juridiques » ;
- 2010 : « Impact du soutien de l'État aux entreprises dans la compétitivité de l'économie estonienne » ;
- 2009 : « Activités du Conseil des impôts et des douanes sur le traitement et la collecte des arriérés d'impôts » ;
- 2008 : « Activités du Ministère des finances dans le développement de principes budgétaires » ;
- 2007 : « Pertinence des statistiques officielles et efficacité de la collecte des données »

Fonctions antérieures – milieu universitaire

12/1999 : Institut de la fonction publique estonien, conférencier. Matière : « L'éthique dans la fonction publique ».

1998 : Université de Tartu : Faculté des sciences sociales, Département de l'administration publique, professeur adjoint en « Administration publique » et « Éthique ».

Fonctions non gouvernementales antérieures

09/2004-06/2006 : Centre PRAXIS pour les études politiques : Directeur général. Principales fonctions : a dirigé le plus important et le plus ancien groupe de réflexion en Estonie. À ce titre, chargé de la planification stratégique pour le développement de l'institution, de l'organisation de la collecte de fonds, de la gestion des relations avec les bailleurs, le milieu universitaire, les hommes politiques et les représentants du gouvernement, de l'élaboration du programme de recherche annuel, de la mise en œuvre des systèmes de contrôle de qualité relatifs aux études et aux analyses politiques, de la gestion des ressources humaines et du suivi comptable.

Fonctions antérieures - Administration publique

07/2003-09/2004 : Ministère des affaires sociales : Conseiller chargé du développement (planification opérationnelle, développement opérationnel des TCI, questions d'ordre général relatives à la fonction publique). Principales fonctions : chargé d'élaborer et de mettre en œuvre le nouveau système de planification du travail, mais également de commander l'installation d'un système des technologies de l'information afin de soutenir les procédures de planification. Conseil au ministre et à la direction administrative du ministère en matière de planification du travail et de gains d'efficacité et collaboration avec le service financier sur des questions relatives à la planification budgétaire.

06/2000-03/2003 : Conseil de la citoyenneté et de l'immigration : Directeur général adjoint (questions de citoyenneté et politique relative aux documents d'identité). Fonctions : comme mission principale gérer la délivrance des passeports estoniens, organiser la passation de marchés au niveau international pour des documents sécurisés, gérer les relations internationales et préparer l'agence à la délivrance de nouveaux documents d'identité électroniques de type EST-ID (principal projet de développement des technologies de l'information qui a permis la création d'une infrastructure utilisée pour les services électroniques sur le plan national, comme la signature numérique et les élections en ligne). Également chargé de gérer le réseau des agences locales (17 agences, 180 fonctionnaires) du Conseil.

Compétences linguistiques

Estonien : langue maternelle.
 Anglais : courant.
 Russe : maîtrise convenable.
 Français : débutant, niveau A.1.1.

Intérêts

Photographie, astronomie, analyse politique.

3. Mattiya, Loudon Overson (Malawi)

[Original : anglais]

Note verbale

Le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République du Malawi présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties, et a l'honneur de se référer à la note verbale n° ICC-ASP/18/SP/06 que ce dernier lui a adressée, au sujet de la période de présentation des candidatures à l'élection des membres du Comité du budget et des finances.

Le Ministère se réfère également à l'invitation adressée aux États Parties, afin qu'ils présentent des candidats aux six sièges du Comité du budget et des finances, et souhaite informer le Secrétariat que le Gouvernement de la République du Malawi présente la candidature de M. Loudon Overson Mattiya, dont les qualifications et l'expérience professionnelle sont résumées dans le curriculum vitae joint au présent document.

Exposé des qualifications

Informations personnelles

Date de naissance : 18 mars 1969

Nationalité : Malawite

État civil : Marié, deux enfants

Domaines de compétences

M. Loudon Mattiya est actuellement chargé des relations multilatérales à la Mission du Malawi, en sa qualité de représentant permanent adjoint/ambassadeur adjoint auprès des Nations Unies et des autres organisations internationales basées à Genève. Il est ainsi chargé de la santé, du travail, des questions humanitaires, de l'environnement, de la propriété intellectuelle et des droits de l'homme. Il exerce en outre les fonctions de personne ressource de la Mission du Malawi auprès de l'OMS, de l'OIT, du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, de l'OIM, du BCAH, du PNUE, de l'OMM, de l'OMPI, de l'ONUSIDA, du HCR et de plusieurs autres organisations. Il est enfin chargé des affaires administratives et financières à la Mission du Malawi. Il possède une expérience professionnelle et des qualifications pertinentes pour le poste, notamment dans le domaine de la diplomatie, du plaidoyer, des questions financières, de la budgétisation et de la gestion stratégique, comme le montrent ses domaines de compétences ci-dessous :

- Comptabilité financière et analytique ;
- Gestion financière stratégique ;
- Rapports financiers et planification financière annuels ;
- Mise en place et gestion de la planification stratégique ;
- Budgétisation et contrôle budgétaire ;
- Gestion de la rentabilité ;
- Gestion du crédit et du risque ;
- Gestion de la trésorerie et du crédit ;
- Analyse des politiques publiques ;
- Diplomatie multilatérale pour la santé, le travail, les affaires humanitaires et les droits de l'homme ;
- Dialogue et coopération à l'échelle multilatérale, bilatérale et régionale ; et
- Négociations commerciales, promotion des échanges commerciaux et rédaction de résolutions commerciales.

Éducation

2003-2004 : Maîtrise scientifique en gestion stratégique à l'Université de Derby (Royaume-Uni).

- 1991-1994 : Licence en comptabilité commerciale à l'Université polytechnique du Malawi.
- 1989-1991 : Diplôme d'études commerciales à l'Université polytechnique du Malawi.
- 2002-2004 : Diplôme avancé en gestion financière, au Chartered Institute of Management Accountants (CIMA) (Royaume-Uni).
- 2018-2019 : Diplôme en diplomatie multilatérale (en cours) à l'UNITAR.

Fonctions occupées/certificats

- Diplômé du Chartered Institute of Management Accountants (Royaume-Uni).
- Diplôme d'expert-comptable du Malawi Accountants Board (Mw).

Distinctions reçues

- Président du Comité directeur chargé de l'établissement du plan stratégique de la Tobacco Control Commission (TCC).
- Membre du comité chargé de produire un manuel sur les directives relatives au plan de gestion des résultats et aux budgets pour la fonction publique et le secteur parapublic au Malawi.
- Membre actif du comité directeur chargé de définir les directives relatives à la politique sur le VIH-sida pour le secteur parapublic, en cohérence avec la Politique nationale relative au sida.
- Auteur de deux plans stratégiques pour l'Association des agro-commerçants RUMARK et le RUMARK Trust (qui finance le marché rural).
- Responsable de la mise en œuvre de la version Windows du logiciel comptable ACCPAC, qui conçoit des rapports comptables et produit des projets de comptes annuels et trimestriels dans les délais impartis.

Expérience professionnelle

Février 2016 à ce jour : Représentant permanent adjoint à la Mission permanente du Malawi auprès des Nations Unies et des autres organisations internationales basées à Genève, notamment l'OMC. Fonctions et responsabilités : Chef de Mission adjoint chargé des fonctions liées au commerce, à la santé, au travail, aux droits de l'homme, aux questions humanitaires et aux affaires sociales, incluant l'administration, l'établissement des budgets, la comptabilité et les systèmes de contrôle. Ses activités incluent notamment la participation active aux réunions de haut niveau, à la mise en œuvre des traités et des conventions, aux partenariats conclus avec les Nations Unies et les organisations internationales basées à Genève ; la coopération et la coordination ; et les questions de gouvernance, notamment le conseil sur les politiques publiques, la rédaction de déclarations et de résolutions, la promotion des échanges commerciaux, le plaidoyer sur les aspects des droits de l'homme, auprès d'organisations internationales.

Août 2000 – février 2016 : Directeur financier à la Direction exécutive de la Tobacco Control Commission (TCC), l'organisme de régulation du tabac du Malawi, qui forme une entité semi-publique. Fonctions et responsabilités : Directeur du Département, sous la supervision directe du directeur général, il dirige le Département financier et assure l'efficacité de la gestion financière, de l'élaboration des plans d'activité et des budgets, et de leur mise en œuvre. Ses fonctions incluent l'exploitation de différents systèmes comptables et financiers informatisés, l'application de techniques, la formulation de plans stratégiques et de politiques dans les domaines de la gestion stratégique, de la gestion financière, de la gestion de l'information et de la gestion des résultats. Il établit, met en œuvre, suit et contrôle les budgets annuels de la Commission - en incluant la consolidation des budgets annuels de la Commission, basée sur

les données (relatives aux activités) des différents départements communiquées au terme des réunions du Comité chargé du budget ; la production de plans d'activité et d'orientations pour l'Équipe de direction, sur les questions financières stratégiques et les autres objectifs opérationnels.

- 1997-2000 : Comptable d'entreprise à la Petroleum Control Commission (PCC), l'organisme de régulation du pétrole du Malawi, qui réglemente l'importation et la tarification du combustible pour le pays. Fonctions et responsabilités : Sous la supervision directe du contrôleur financier de la Commission, il établit les budgets et les rapports financiers et encadre le personnel comptable. Ses tâches incluent plus précisément la gestion de la trésorerie, la gestion du fonds de roulement, l'établissement du budget, le contrôle budgétaire, la présentation des informations financières, l'encadrement des systèmes de contrôle internes, la gestion et la supervision des équipements intégrés, l'administration générale et les questions fiscales.
- 1995-1997 : Comptable adjoint de 2e classe à la Petroleum Control Commission (PCC). Fonctions et responsabilités : Sous la supervision directe du comptable de la Commission, il concourt à l'établissement du budget, au paiement des fournisseurs étrangers, au rapprochement bancaire et à la rédaction des rapports financiers.

Formations/Certificats

- Mai 2018 : Cours de formation aux fonctions de direction, City Health Diplomacy, au Graduate Institute of Geneva, à Genève (Suisse).
- Novembre 2018 : Cours de formation aux fonctions de direction, Leading for sustainable development, à l'École des cadres du système des Nations Unies, à Genève (Suisse).
- Décembre 2016 : Conférence Diplomacy and multilateral negotiations, à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), à Genève (Suisse).
- Janvier 2017 : Negotiation skills and techniques, à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), à Genève (Suisse).
- Mai 2017 : Leadership skills, à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), à Genève (Suisse).
- Mai 2017 : Negotiating, drafting and adopting UN Resolution, à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), à Genève (Suisse).
- Juin 2009 : Financial Control and Accountability in the Public Sector, à l'Intelligent Africa Marketing and Training, à Dar-es-Salaam (Tanzanie).
- Juin 2008 : Strategic and Operational Planning for Successful Public Service Budgeting, à l'Intelligent Africa Marketing and Training, à Johannesburg (Afrique du Sud).

Autres activités professionnelles

- 2017-2018 : Présidence du groupe d'experts des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), en qualité de coordinateur, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- 2016-2018 : Membre du Conseil de coordination de l'ONUSIDA.
- 2016 : Membre du conseil du Comité financier de la CNUCED.
- 2017-2018 : Membre actif des négociations conduites par la Conférence intergouvernementale ayant abouti à l'adoption du « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières », en décembre 2018.
- 2017-2018 : Membre des réunions du Conseil des droits de l'homme à Genève et des processus de l'Examen périodique universel.

Publications

- Impact of Strategic Business Plan to the improvement of business performance in the Public Sector of Malawi – Case study of Central Region Water Board, Thesis 2004 – maîtrise en gestion stratégique à l’Université de Derby (Royaume-Uni).
- Plans stratégiques pour l’Association des agro-commerçants RUMARK et le RUMARK Trust (qui finance le marché rural).

Compétences informatiques

- Connaissance approfondie de Microsoft Word, Excel et Power Point.
- Connaissance approfondie du logiciel comptable ACCPAC.
- Connaissance approfondie du logiciel comptable SUN.
- Connaissance approfondie du logiciel d’édition des états de paie Quantum.
- Connaissance approfondie de l’Internet et de la gestion des courriels.

Langues

- Anglais : Pratique courante.
- Français : Connaissances de base.
- Chichewa : Langue maternelle.

4. McDonnell, Daniel (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de Grande-Bretagne présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et a l'honneur de présenter la candidature de **M. Daniel McDonnell** en vue de son élection au Comité du budget et des finances. La présentation de sa candidature est conforme aux exigences énoncées par le Secrétariat dans sa Note verbale en date du 18 avril (ICC-ASP/18/SP/06), et à la procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.5, telle qu'amendée par la résolution ICC-ASP/2/Res.4).

Un curriculum vitae détaillant les qualifications et les compétences avérées de M. McDonnell est joint au présent document.

Le Royaume-Uni recommande la candidature de M. McDonnell, en sa qualité de spécialiste des questions financières, dont la réputation et l'expérience sont reconnues au niveau international. En sa qualité de haut fonctionnaire et d'expert-comptable au Foreign and Commonwealth Office (FCO) britannique, M. McDonnell dirige actuellement la Direction de la planification financière et commerciale, en gérant des crédits budgétaires représentant plus d'un milliard de livres sterling. Ses précédentes responsabilités ont inclus la prestation de services de conseil sur la gestion financière et les investissements, auprès des acteurs du réseau du FCO, à travers le Commonwealth. M. McDonnell possède également une expérience étendue au niveau international, notamment dans la gestion financière des interventions effectuées au Moyen-Orient et l'encadrement de l'élaboration des programmes sécuritaires en Afrique.

Exposé des qualifications

Expérience professionnelle

2010 – à ce jour : United Kingdom Foreign and Commonwealth Office (FCO).

2017 – à ce jour : Directeur de la planification financière et commerciale : Il planifie les aspects financiers et commerciaux du budget ordinaire du FCO (1,7 milliard de livres sterling par an) ; il conçoit et gère les programmes de changements, afin d'améliorer les processus de planification financière et commerciale.

2015-2017 : Conseiller financier pour le Réseau des Missions diplomatiques du FCO dans le Commonwealth : Il établit un plan financier stratégique quadriennal représentant plus de 500 millions de livres sterling ; il gère le budget annuel représentant plus de 120 millions de livres sterling ; il fournit des services de conseil sur les investissements, y compris pour des projets immobiliers.

2015 : Conseiller financier dans les négociations budgétaires conduites avec le Trésor britannique : Il fournit des avis financiers techniques dans le cadre des négociations budgétaires conduites par le FCO avec le Trésor britannique, notamment sur les plans d'immobilisations et la gestion des devises. Il est détaché aux Émirats arabes unis, à Abu Dhabi, afin d'améliorer la gouvernance institutionnelle et l'établissement des rapports financiers.

2014-2015 : Gestionnaire financier des interventions conduites par le FCO au Moyen-Orient : Il gère les processus de planification financière et commerciale des interventions, notamment leur budget annuel représentant 75 millions de livres sterling ; il améliore la gouvernance et la présentation des informations financières sur les missions conduites par le FCO dans la région.

2014 : Il est détaché en Égypte : Il met en œuvre les structures de gouvernance et de présentation des informations financières qui ont fait l'objet d'améliorations.

- 2013-2014 : Secrétaire privé du Directeur financier : Il aide le Directeur financier à fournir des orientations stratégiques aux responsables financiers du FCO ; il encourage le perfectionnement professionnel en continu des experts financiers.
- 2011-2013 : Gestionnaire de programmes au Programme africain de contre-terrorisme : Il gère des projets de contre-terrorisme, dans le cadre d'un Fonds pour les programmes représentant 36 millions de livres sterling ; il suit et évalue les projets régionaux de contre-terrorisme, notamment au Nigéria, au Kenya et au Maroc.
- 2010-2011 : Analyste financier et commercial au FCO : Il fournit des analyses de données, des modélisations et des services de conseil sur le partage des coûts opéré avec d'autres organisations publiques britanniques.
- 2005-2010 : British Gas Limited - Plusieurs responsabilités, incluant la fonction d'analyste des activités et des données : Il modélise les exigences des interventions britanniques en matière de main-d'œuvre, et établit des prévisions à leur sujet, afin de réaliser les objectifs fixés pour les résultats ; il identifie et sécurise d'autres sources de recettes ; il renforce la capacité de l'organisation à exploiter les systèmes d'information relatifs à la gestion.

Diplômes universitaires

- 2014 : Expert-comptable ACCA.
- 2006 : Licence en économie et activité commerciale 2-1 avec mention.

5. Stein, Klaus (Allemagne)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne présente ses compliments à la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que son Gouvernement a décidé de présenter la candidature de M. Klaus Stein, en vue de son élection au Comité du budget et des finances à la dix-huitième session de l'Assemblée des États Parties, prévue à La Haye en décembre 2019.

M. Klaus Stein a acquis une expérience étendue des questions financières, monétaires et économiques au niveau international. Il possède également des connaissances spécialisées sur la gestion administrative et financière des organisations internationales à l'échelle européenne et des Nations Unies. Il a siégé au conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et dirigé le Comité du budget et des questions administratives de la BERD. Il possède une connaissance approfondie de la résolution des difficultés administratives et budgétaires dans les institutions multilatérales.

Un exposé de ses qualifications, incluant un résumé de son expérience et de ses responsabilités professionnelles, est joint au présent document. M. Stein remplit les exigences établissant que les candidats doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Exposé des qualifications

Expérience professionnelle

- Expérience approfondie des questions financières, monétaires et économiques au niveau international. Compétences avérées pour la négociation.
- Expérience concrète de la gestion budgétaire et de la planification des politiques au niveau des organisations internationales, telles que le système des Nations Unies et l'Union européenne.
- Membre de conseils d'administration de plusieurs entreprises, banques et instituts de recherche.
- Représentant de l'Allemagne à la cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies chargée des questions budgétaires et administratives et membre élu de la Commission.
- Administrateur et directeur exécutif (pendant près de cinq ans) au conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI).
- Membre du conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Responsabilités professionnelles

Septembre 2015 – juillet 2018 : Directeur pour l'Allemagne à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à Londres (Royaume-Uni), dont 2016-2017 et 2017-2018 : Président du Comité du budget et des questions administratives.

Mars 2011 – août 2015 : Directeur adjoint du Département des politiques relatives aux marchés financiers, au Ministère fédéral des finances à Berlin (Allemagne), en charge des questions bancaires internationales, des banques publiques allemandes, de la supervision des programmes directeurs, du blanchiment d'argent, des systèmes de paiement et de la protection du consommateur sur les marchés financiers.

- Juillet 2011 – novembre 2015 : Membre du conseil d'administration de la Landwirtschaftliche Rentenbank à Francfort (Allemagne), dont 2013-2015 : Président du Comité de contrôle.
- 2006-2011 : Administrateur pour l'Allemagne au Fonds monétaire international (FMI) à Washington (États-Unis d'Amérique); dont 2007-2010 : Président de l'EURIMF, un groupe informel d'États membres de l'Union européenne qui siègent au conseil d'administration du FMI, afin d'y représenter l'Union européenne et la zone euro.
- 2003-2006 : Directeur général adjoint du Département du budget fédéral au Ministère allemand des finances à Berlin (Allemagne) ; responsable de deux directions différentes (Défense, développement et agriculture ; et Planification financière et aspects politiques de la budgétisation).
- 2003-2006 : Membre du conseil d'administration de l'entreprise BwFuhrparkservice GmbH, de l'Autorité fédérale de surveillance financière (BaFin) et de plusieurs centres de recherche.
- 2000-2003 : Chef de Cabinet du Ministre fédéral des finances et responsable de la Division des relations avec le Parlement au Ministère allemand des finances à Berlin (Allemagne).
- 1995-1999 : Conseiller (aux affaires financières et de gestion) à la Mission permanente de l'Allemagne auprès des Nations Unies à New York (États-Unis d'Amérique) ; dont délégué à la cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (chargée des questions budgétaires et administratives) ; 1996-1997 : Vice-président de la cinquième Commission de l'Assemblée générale ; 1997-1998 : Membre élu de la Commission de l'Assemblée générale à New York.
- 1992-1995 : Chef adjoint de la Division générale de la préparation du budget et de la planification financière, au Département du budget fédéral du Ministère allemand des finances, à Bonn (Allemagne).
- 1990-1992 : Économiste à la Division de la gestion des dépenses publiques, au Département des affaires fiscales du Fonds monétaire international, à Washington (États-Unis d'Amérique).
- 1985-1990 : Divers postes au Département du budget fédéral, au Ministère allemand des finances, à Bonn (Allemagne).
- 1982-1985 : Professeur adjoint en droit public international, en droit européen et en droit constitutionnel allemand à l'Université de Trèves (Allemagne).

Diplômes universitaires

- 1986 : Doctorat en droit à l'Université de Trèves (Allemagne)
- 1973–1979 : Licence (1979) et maîtrise de droit (1982) à l'Université Johannes-Gutenberg à Mayence (Allemagne)

Langues

- Anglais : Courant
- Français : Connaissance approfondie
- Allemand : Langue maternelle

6. Veneau, Richard (France)

[Original : anglais et français]

Note verbale

L'Ambassade de France présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale et, se référant à sa note verbale ICC-ASP/18/SP/06 en date du 18 avril 2019 concernant la procédure de présentation des candidatures à l'élection des membres du Comité du budget et des finances, a l'honneur de l'informer de ce qui suit.

Le Gouvernement de la République française a décidé de présenter la candidature de M. Richard Veneau à sa réélection au poste de membre du Comité du budget et des Finances (CBF) de la Cour pénale internationale, lors des élections qui se tiendront à l'occasion de la dix-huitième session de l'Assemblée des Etats parties (2 au 7 décembre 2019).

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, de l'Ecole des hautes Etudes commerciales de Paris et titulaire d'un master en droit fiscal international, M. Veneau est actuellement chargé de la refonte du Statut du Personnel au sein de la Banque africaine de développement. Auparavant, il a occupé différents postes auprès du Secrétariat Général de la Banque Européenne d'Investissement, au sein de la Banque de développement du Conseil de l'Europe et auprès de différents organismes bancaires et financiers qui lui ont permis d'acquérir une solide expérience du contrôle financier et de la gestion d'organisations intergouvernementales. M. Veneau remplit en conséquence les qualités requises au paragraphe 2 de l'annexe de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 amendée portant création du Comité du Budget et des finances, ainsi que l'indique son curriculum vitae, que cette Ambassade a le plaisir de joindre à cette note verbale.

M. Veneau pourra mettre pleinement à profit, lors d'un nouveau mandat, l'expérience qu'il a acquise depuis 5 ans dans le cadre des travaux du Comité du budget et des finances de la Cour.

Exposé des qualifications

- Expert international
- 20 ans d'expérience multilatérale

Informations personnelles

- État civil : marié, deux enfants

Mandats et distinctions

Depuis 2014 : Cour Pénale Internationale : Membre du Comité du budget et des finances ;
Membre, au titre de l'Europe, d'un comité de 12 experts internationaux ;
Chargé d'expertiser et d'orienter les politiques et les processus opératoires de l'Organisation.

Ordre National du Mérite

- Chevalier

Expérience professionnelle

Depuis 2018 : BAD Banque Africaine de Développement, Abidjan : Expert en charge de la refonte du Statut du Personnel ; Conduite du changement dans le cadre de la réorientation stratégique de l'institution.

- 2015-2017 : CEB Council of Europe Development Bank, Paris : Directeur de la coopération internationale ; Responsable de la coordination avec autres les institutions financières internationales.
- 2013-2015 : BEI Banque européenne d'investissement, Luxembourg : Conseiller Principal ; Conseiller auprès du Secrétariat Général, en charge de la refonte du cadre organisationnel.
- 2006-2012 : CEB Council of Europe Development Bank, Paris : Directeur de l'Administration Générale ; Promotion de nouvelles méthodes de management (diversification des nationalités, mobilité) ; Définition, gestion et contrôle du budget.
- 2001-2005 : Directeur des Ressources Humaines et de la Communication : Définition et gestion de la politique de ressources humaines, dans un univers multiculturel ; Responsabilité de la communication interne et externe de l'institution.
- 1996-2000 : Directeur de Cabinet du Gouverneur : Gestion des relations avec les actionnaires et avec les autres institutions internationales ; Coordination des orientations stratégiques de l'institution.
- 1994-1996 : Société Générale, Inspection : Inspecteur.

Publications

- 2012 : Discours à la Nation Méditerranéenne, Editions Nouveau Monde : Publication d'un essai géopolitique sur l'espace méditerranéen et les mécanismes régionaux de coopération, préface de Stefano Condorelli.
- 2018 : Co-ordonner, Éditions Nouveau Monde : Publication d'un essai humaniste sur la protection des données personnelles et des libertés individuelles à l'ère du tout-numérique.

Autres activités

- Université Euro-Méditerranéenne (Piran-Portoroz) : Professeur invité.
- Miami University, John Dolibois European Center, Luxembourg : Maître de conférence.
- Institut Méditerranéen de Défense et de Sécurité, Toulon : Intervenant.

Formation

- 1994 : Sciences Po Paris : Diplômé Section Service Public (Droit Public).
- 1992 : Faculté Jean Monnet, Université Paris Xi : DESS de Droit International.
- 1992 : HEC, Ecole Des Hautes Etudes Commerciales : Diplômé HEC, avec félicitations, Majeure Stratégie Juridique Internationale.

Compétences linguistiques

- Français : Langue maternelle.
- Anglais : Courant, langue de travail depuis vingt ans.
- Allemand : Courant, une partie des études secondaires effectuées en Allemagne.